

En 2011 le gouvernement a décidé d'un plan d'économies sur les dépenses des hôpitaux publics, une amputation des crédits à hauteur de 442 millions d'euros, pour imposer une plus grande convergence avec les hôpitaux privés. Ce plan équivaut à 15 000 suppressions d'emploi de contractuels en année pleine. 2012 sera pire si nous ne faisons rien !

Plan d'Austérité, dette Hospitalière : On n'en veut pas !

Un budget 2012 sous le signe du plan d'austérité européen : le pacte Europlus décidé à Bruxelles le 24 mars dernier !

Sous couvert de réduire l'actuelle crise de la dette souveraine les gouvernements de la zone euro élargie ont décidé de s'attaquer aux salaires et à la protection sociale dans son ensemble.

Que dit ce pacte Europlus : « *Viabilité des retraites, des soins de santé et des prestations sociales : Cet élément sera notamment évalué sur la base des indicateurs d'écart de viabilité. Ces indicateurs mesurent la viabilité du niveau d'endettement sur la base des politiques menées, notamment les régimes de pension, les systèmes de soins de santé et les régimes de prestations, et en fonction des facteurs démographiques.* »

Ainsi après s'être lourdement attaqué aux retraites en 2010, le gouvernement amplifie son offensive contre l'hôpital public et impose pour 2012 un plan austérité sur l'assurance maladie de 2,2 milliards d'euro et par une nouvelle « mise en réserve » des dépenses hospitalières de 545 millions d'euro.

Le faux Déficit des retraites et de l'assurance maladie !

Selon l' ACOSS (Agence centrale des organismes de Sécurité sociale) et le CPO (conseil des prélèvements obligatoires) les exonérations de charges non compensées par l'état se montaient en 2010 à 27,3 milliards pour un déficit de 21 milliards d'euro : en 2010 la sécurité sociale était donc excédentaire de 6 milliards d'euro. Les exonérations non compensées de 1992 à 2009 se montent à 38, 3 milliards d'euro!

Quand les banquiers pillent l'hôpital public victime des Emprunts Toxiques!

Alors que les gouvernements d'Europe ont trouvé des milliards d'euro en 2008 pour sauver les profits des banquiers, les gouvernements ont laissé ceux-ci saigner à blanc l'hôpital public, au détriment de l'emploi hospitalier et du service rendu à la population. La seule banque DEXIA, aujourd'hui en faillite, a prêté 964 millions d'euro sur une dette totale hospitalière de 21, 7 milliards d'euro en 2009.

Les emprunts toxiques de DEXIA dans les hôpitaux ont un surcoût estimé à 115 millions d'euro.

LA SANTÉ N'EST PAS UNE MARCHANDISE



LE SOCIAL N'EST PAS A VENDRE

Aujourd'hui pour prêter aux hôpitaux, les banques empruntent à 1% auprès des banques centrales et imposent des taux exorbitants à la collectivité publique.

Si les établissements de santé pouvaient emprunter directement au même taux nous économiserions tous les surcoûts (et pourrions financer des emplois) que captent aujourd'hui les requins de la finance internationale.

Les responsables de cette situation sont, le gouvernement actuel, et tous ceux qui l'ont précédé depuis 1973, date à laquelle a été interdite la possibilité que l'état avait de financer ses emprunts par la Banque de



Union syndicale
Solidaires

Fédération Sud Santé-
Sociaux
"Solidaires - Unitaires -
Démocratiques"
70, rue Philippe de Girard
75018 PARIS
Tel : 01 40 33 85 00
Fax : 01 43 49 28 67
Site internet :
www.sud-sante.org
Paris, le 11 dec 2010

France. Cette disposition a ensuite été confirmée en 1992 par l'article 104 du traité de MAASTRICHT et l'article 123 du traité de LISBONNE en 2007 pour toutes les banques centrales.

Le gouvernement Sarkozy a largement accéléré le recours à l'emprunt avec la mise en œuvre du plan Hôpital 2007, avec la restructuration hospitalière, la convergence public-privé.

L'hôpital SUD Francilien est un exemple de cette désastreuse politique fondée sur les critères de gestion du privé.

C'est la santé de toute la population, l'emploi hospitaliers, les conditions de travail qui sont pénalisés par l'austérité et les emprunts toxiques.

Le faux-déficit de la sécu n'est qu'un prétexte. Tout comme le risque financier est le prétexte à plus de privatisation, à une attaque sans précédent contre la sécurité sociale et le système public de santé. Sarkozy et Merkel sont les leaders européens de cette remise en cause.

La santé de la population est devenue l'otage d'un racket institutionnalisé des banques, d'un racket de l'état qui double la taxe sur les complémentaires santé, qui a leur tour augmentent leurs tarifs.

4 à 5 millions de français renoncent déjà à une mutuelle. Le reste à charge (franchises, forfaits, déremboursement,...) qui pénalise tous les devient pour eux insupportable.

Ces personnes renoncent souvent à se soigner, diffèrent les soins ou s'endettent. Aux souffrances et aux risques majorés pour la santé de ces personnes déjà insupportables s'ajoute mécaniquement un coût social lié à l'absentéisme quand l'état s'aggrave et que les soins deviennent plus lourds du fait du fait des pathologies qui évoluent défavorablement.

Les centaines de millions d'euro d'emprunts toxiques hospitaliers entraînent de leur côté des milliers de suppressions d'emplois, introduisent des distorsions entre établissements hospitaliers, rendent infiniment plus difficiles les conditions de travail. Cela a bien sûr une incidence sur les conditions de soins, tant sur la qualité que sur la sécurité des soins prodigués aux patients.

Dans le cadre du PLFSS, le gouvernement se propose aussi de modifier le calcul des indemnités journalières.

En plus des économies imposées aux seuls hôpitaux publics et de l'augmentations des taxes sur les complémentaires santé, le Projet de Loi de Financement de la Sécurité Sociale modifie le calcul des indemnités journalières.

Celles-ci ne seraient plus calculées sur le salaire brut mais sur le net. Cela pourra engendrer une perte de plusieurs dizaines d'euros par jour. Une double peine pour les personnes malades ou accidentées qui subiront une perte supplémentaire de salaire.



Agir dans l'unité fin novembre 2011

SUD santé sociaux propose avec de nombreuses associations, syndicats et partis (*collectif «notre santé en danger»*) une réaction unitaire dans la semaine du 21 au 27 novembre contre ce nouveau plan d'austérité sur la santé et les dettes illégitimes, pour un égal accès à une santé solidaire face aux appétits des trusts de la finance.

D'ici là et plus particulièrement cette semaine là (fin des débats sur le PLFSS) d'organiser en commun diffusions de tracts, débats, manifestations pour informer et mobiliser la population.

Les banquiers ou la santé il faut choisir !

Malades, assurés sociaux, salariés de la santé et du social : agissons dans l'unité !